

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 184

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
VENDREDI 3 JUIN 1949

Le numéro : 10 francs

Pour la jeunesse Pas d'auberges... des casernes !

PARMI les innombrables victimes du monde actuel, vieux, infirmes, malades, chômeurs, qui chaque jour succombent obscurément, la jeunesse se débat douloureusement et lutte pour un avenir acceptable, pour une trouée de lumière. Ce monde vient brutalement de lui apparaître tel qu'il est : policé, c'est-à-dire asservi à la bestialité de l'argument-matraque. Et c'est avec une stupeur indignée que ces milliers de filles et de garçons, venus pour beaucoup de milieux attachés à « l'ordre » actuel, constatèrent ce qu'est en réalité cet « ordre » et ce que sont ses défenseurs.

Les jeunes, maintenant, ont compris qu'ils n'ont rien à attendre de cette IV^e République. Les voyages, l'évasion, les possibilités de se détendre, de faire provision d'espoir et de forces nouvelles sont réservés aux ayants droit : les députés, ministres, militaires de carrière qui encombrer les premières classes et les sleeping. Pour eux, restent le bistro, le dancing, le cinéma. Autant d'excellents moyens pour les préparer à l'abrutissement définitif de la caserne et aux « épopées héroïques » de quelque Indochine ou de quelque simili libération.

Les jeunes, espoir d'un monde croulant et corrompu, espoir de la pensée, source d'enthousiasmes créateurs, de volontés ardentes et de renouveaux, exigent un droit élémentaire : le « collectif à 50 0/0 ». On les assomme. Ils n'intéressent pas le Gouvernement. Ils n'intéressent pas les financiers, ni les députés. Ils n'intéressent que le ministre de la Guerre, et seulement au moment de la conscription.

Pas de voyage pour les jeunes. Les horizons lointains et les souffles bruyants, les monts, les lacs, la sauvage grandeur des océans furieux provoquent sans doute de malsaines inspirations, des désirs de liberté subversifs.

Qu'ils se contentent de plaisirs frelatés et d'histoires de pin-up girls. L'alcool aidant, ils feront plus tard d'excellents électeurs et d'excellents soldats.



A PROPOS DES GRÈVES DE BERLIN

Les étonnements du soldat Popoff

BERLIN vient de vivre une semaine agitée. Les conflits sociaux qui s'y sont déroulés ont laissé des traces sur le matériel de la société des chemins de fer aériens du « Grand Berlin » comme sur la couche toute fraîche de démocratie que l'oncle Sam a étendu sur les quelques briques en équilibre qui représentent ce qu'il reste de la « ville d'Hitler », de la ville de « Marx », de la ville qui a été celle de « Schiller ».

Mais la victime de ces dernières « atrocités » perpétrées par la « ploutocratie américaine » s'appuyant sur un résidu « hitléro-trotskyste » mis pour la circonstance en « rat visqueux » reste le soldat Popoff.

Popoff soldat de l'armée rouge, héros prolétarien et tiré en avant d'exemplaires qu'il existe à l'est de la Vistule de « travailleurs » suffisamment éclairés pour démontrer sans l'aide de cahiers de « l'agit-prop » les raisons profondes qui ont

milité en faveur du remplacement du petit père « Nicolas II » par le révérend père Joseph I dans la conduite des destinées d'un peuple qui a jalonné son bonheur par des journées aussi célèbres que celles de la « Moscou », « Sébastopol », « Stalingrad » attend avec impatience le moment où grâce à l'énergie atomique il fera mieux, tellement mieux, que personne ne sera plus en état d'entreprendre de battre un record aussi définitif.

Popoff (et je me demande pourquoi le correcteur se refuse à me laisser ajouter un s à ce nom propre) a appris les éléments de son instruction actuelle sur les bancs de « l'école du peuple » qu'il ne faudrait pas confondre avec l'école buissonnière chère à Freinet — et son éducation s'est complétée au sein de cette grande famille forgée à son début par le « traître » Trotsky et heureusement orientée par une personnalité marquante du régime, le Maréchal Vorochilof.

(Suite page 2, col. 1.)

LA POLICE matraque les Campeurs

En Exclusivité,

La semaine prochaine :

UN DOCUMENT

Une lettre de Margarete Buber-Neumann sur le sort de la femme du grand écrivain anarchiste allemand Erich Mühsam, assassiné par les hitlériens en 1934.

Nos lecteurs feront connaître autour d'eux la lettre de Margarete Buber-Neumann, veuve de l'ancien chef du Parti Communiste allemand livré par Staline à la Gestapo dont le témoignage écrasa les staliniens au procès Kravchenko. Cette lettre constitue un document accablant pour le régime super-policier de Staline.

L'Expérience des Nationalisations

DANS la débâcle générale du mouvement ouvrier et de ses doctrines, les anarchistes ont un avantage : celui de voir confirmer leurs thèses, autrefois purement théoriques et psychologiques, par les faits. Alors que l'ensemble des partis ouvriers et socialistes confondait en un même esprit messianique le progrès du machinisme et le progrès humain, le mouvement libertaire insistait sur l'importance du facteur volontaire et organisationnel de l'homme, et, plus particulièrement du producteur réduit en esclavage.

Si tous les partis, dits marxistes, réformistes ou révolutionnaires attachaient une importance énorme aux phénomènes de concentration et de centralisation industrielle, en les considérant comme des conditions impératives et des facteurs favorables au socialisme, annonçant même l'autonomie de la succession du socialisme au capitalisme par le jeu aveugle des contradictions du monde bourgeois, les organisations, les théoriciens et les militants anarchistes dénonçaient le danger de l'Etat et prévoient la naissance possible d'une classe de gestionnaires, aussi éloignée du capitalisme que du socialisme véritable, mais perpétuant l'exploitation de l'homme par l'homme.

Aujourd'hui, les doctrinaires qui s'en rendent compte, en se basant sur les événements, font figure de visionnaires dans les milieux marxistes. Burnham est devenu un grand homme et David Rousset découvre ce qui était prévisible et prévu en 1860.

Les étatisations, les nationalisations, présentées par tous les partis marxistes — qu'ils fussent communistes ou social-démocrates — comme une étape vers le socialisme, peuvent actuellement être examinées de près, suivant des expériences pratiques.

Certes, les possesseurs individuels ont en partie disparu. Mais à qui fera-t-on croire que les cheminots sont devenus maîtres des transports ferrés, et à quel métal fera-t-on avaler que les usines d'aviation se trouvent entre les mains de ceux qui les font fonctionner ?

Le patron a changé de figure. Il est devenu anonyme, comme à l'époque des sociétés qui se paraient du même adjectif. Les mesures antiouvrières sont prises par un Etat qui théoriquement se présente comme l'interprète et l'expression de l'ensemble de la population, alors qu'en fait il est d'une part l'instrument d'une classe et, d'autre part — suivant une évolution interne logique — un corps social nouveau, étranger au prolétariat.

Les salariés demeurent à leur place, en-dessous.

Il est une classe capitaliste qui disparaît, victime de son insuffisance pour répondre aux problèmes des luttes et des concurrences entre grands groupes de propriétaires, et qui doit confier à un corps de fonctionnaires les tâches d'ensemble auxquelles elle ne peut satisfaire.

Il est une classe de technocrates, jalouse de ses maîtres juridiques, cherchant à les évincer et prenant progressivement la place des anciens intérêts privés, et qui s'appuie sur les groupes sociaux les plus désavantagés pour liquider ses concurrents.

Cette classe se sert avec habileté des aspirations ouvrières pour être propulsée vers le pouvoir.

La manœuvre aura été facilitée, et de beaucoup, par tous les partis centralisés, hiérarchisés, messianiques, qui prétendaient que l'histoire allait nécessairement dans le sens du progrès et favorisait l'émancipation des travailleurs.

Maintenant, la lucidité revient, avec l'expérience.

En présentant le socialisme comme une affaire d'Etat — et non comme une affaire des travailleurs — les socialistes autoritaires de tous poils ont permis le retour offensif des capitalistes.

Des exemples ?
Où et quand les organisations staliniennes et social-démocrates ont-elles défendu le droit pour les travailleurs du livre à organiser et gérer les entreprises d'imprimerie sous séquestre ? Elles ont évidemment — grâce aux périodes transitoires et inévitables — défendu l'étatisation.

Où et quand les partis politiques se sont-ils présentés comme les défenseurs des travailleurs ?

A la gare de l'Est l'« ordre » est rétabli

SAMEDI 28 mai, un millier de jeunes campeurs et campeuses, répondant à l'appel de 52 organisations de plein air, étaient réunis sur le terre-plein de la gare de l'Est, dans le but de manifester pour obtenir le collectif à 50 % de réduction sur les réseaux de la S.N.C.F.

Cette manifestation, apolitique qu'il en fut, placée sous le signe de l'unité des jeunes de toutes tendances (M.L.A., U.J.R.F., Scouts, Eclaireurs, etc.), promettait de se dérouler dans le calme. C'était compter sans les nombreuses forces de police également présentes, et sans invitation, à ce rendez-vous.

Au mot d'ordre de « Collectif 50 pour cent », lancé par les jeunes, devait répondre une charge sauvage des flics en uniforme et en civil où la matraque et les coups de pèlerine jouèrent le plus grand rôle, n'épargnant ni les enfants ni les jeunes filles.

Les manifestants, décidés à poursuivre leur action, ripostèrent non sans courage, avec leurs faibles moyens.

La place fut alors transformée en champ de bataille. Des jeunes camarades, le visage ensanglanté, furent em-

menés au pas de course vers les cars, cependant que des scènes d'une brutalité inouïe se déroulaient : un flic frappant de sa matraque la jambe nue d'un campeur tombé sous les coups, que tenaient deux autres agents. Une jeune fille tirée par les cheveux... A quoi bon continuer la liste des férociétés commises.

Tandis que la foule protestait, hurlant sa colère et son indignation, les manifestants se regroupèrent rue de Strasbourg et reflurent bientôt vers la gare pour tenter de « libérer les copains ».

Ils se heurtèrent à de nouveaux renforts qui continuèrent la charge pendant que leurs collègues ramassaient les débris de leur képi.

A 17 h., à l'arrivée d'une délégation des étudiants, les manifestants formèrent un cortège se dirigeant vers le siège de la S.N.C.F., près de la gare Saint-Lazare, où devait se rendre une délégation composée des diverses associations participantes.

« Collectif 50 % », « les milliards pour les jeunes, pas pour la guerre », « tous les jeunes avec nous », « pas de casernes, des Auberges », tels étaient les mots d'ordre que criaient les jeunes.

De nouveau ils se heurtèrent au croisement des rues de Maubeuge, Choron et Rodier à un barrage de cars et de flics, commandés par deux commissaires, des divisionnaires, des poulets en civil et toutes les « ficelles » de la police. Là encore une charge sauvage s'amorça. Un jeune gars de 14 ans s'effondrant, blessé au visage, par un coup de matraque. Deux jeunes filles projetées dans une vitrine de boulangerie ; une dizaine de flics s'acharnaient sur un aïste, distribuant coups de poing, coups de pied, coups de pèlerine avec prodigalité. Une cinquantaine de blessés plus ou moins grièvement. 31 arrestations, dont 17 maintenues, tel est le bilan d'une journée commencée par des chants, qui devait se terminer par des cris. Bilan dont peuvent — à juste titre — se glorifier le « socialiste » Jules Moch et le préfet Lénard.

Cette fois encore, la police « résistante » s'est montrée digne de sa renommée. Elle n'a rien à envier aux torionnaires de la Gestapo et aux S.S. de triste mémoire. Et l'« ordre » qu'elle fait respecter s'apparente de plus en plus à celui des Hitler, Staline et consorts.

Une fois de plus, l'« Ordre » fut respecté... dans le sang.

DESAJIS.

Au Congrès M.R.P.

LES motions votées au Congrès M.R.P. brillent par leur originalité. On sent qu'une volonté de renouveau et une vision perçante des impérieuses nécessités de l'avenir ont provoqué parmi les congressistes un enthousiasme créateur sans précédent. Qu'en on juge :

La stabilité nécessaire à la poursuite du relèvement du pays doit être assurée par une collaboration loyale de tous ceux qui acceptent de mettre l'intérêt de la nation au-dessus de leurs conceptions particulières.

L'intérêt de la nation doit primer l'intérêt particulier. On n'avait encore jamais entendu ça.

Cette sauvegarde de la République se trouverait en péril et cesserait d'exercer sur les esprits et sur les énergies sa force d'union si elle venait à être séparée de la défense des libertés spirituelles et des conquêtes sociales qui lui sont indissolublement liées.

La sauvegarde des matraqueurs, la sauvegarde de la semaine de cinquante heures, des primes au rendement, des taudis et des bas salaires, pierre angulaire de la République une et indivisible !

« Le M.R.P. ne permettra pas la formation d'une majorité de rechange éventuellement... souhaitée par certains milieux conservateurs. »

On est républicain au M.R.P., progressiste, et tout et tout ! Et on sait ce que l'on veut :

...Le congrès dénonce la politique poursuivie par le Parti communiste... et la nocivité de l'action du R.P.F. qui divise et retarde le redressement national...

Parce que le redressement national c'est affaire au M.R.P., qui n'aime pas les concurrents et rejette dans le même panier de Gaulle et Thorez. En quoi il a parfaitement raison. Pflimlin n'a-t-il pas, en quelques phrases lucides et claires défini les conditions du redressement agricole ?

Les voici en substance :

Etant donné que beaucoup de produits sont devenus invendables et pourrissent sur place, il nous faut de toute urgence développer la production et organiser de grands marchés agricoles afin que les paysans soient garantis contre la mévente.

Domage que le Pflimlin en question ne nous donne aucun éclaircissement au sujet des acheteurs éventuels.

Domage aussi que ce fameux congrès, où le pieux Schuman fit un grand discours sur l'Allemagne, ait cru devoir passer sous silence l'histoire — il est vrai ancienne — du rapport de la Cour des Comptes. Noyée cette histoire, dans le bémol, avec le reste, les crédits de guerre, l'Impex et autres faits-divers bourbonniens.

Un beau, un grand Congrès.

E. A.

LE « LIBERTAIRE » EST EN DANGER ! Lecteurs, Militants,

n'oubliez jamais que le « Lib » ne dépend d'aucun parti politique et ne vit que de ses ventes et de ses souscriptions. La situation actuelle est particulièrement grave. Un très grand effort de tous s'avère indispensable pour assurer la parution des prochains numéros.

Un geste de chacun et le LIBERTAIRE sera sauvé.
ABONNEZ-VOUS - SOUSCRIVEZ - SOUSCRIVEZ

R. JOULIN, 145, Quai Valmy. C.C.P. 5561-76 Paris

CULTURE ET RÉVOLUTION

LES LIVRES

MARGARETE BUBER-NEUMANN "Déportée en Sibérie"

On peut regretter que la littérature et les études sur le système totalitaire soviétique et, sur les camps de concentration de la pseudo « Patrie des Travailleurs », ne soient souvent offerts au grand public français qu'avec un certain retard sur leur parution en langue étrangère. Il en est ainsi de l'ouvrage de Dalin et Nicolaievski, l'un ex-prisonnier des isolateurs du Guepéou et l'autre révolutionnaire menchevik bien connu pour ses travaux sur la vie de Marx, paru il y a au moins une année aux U.S.A. et dont on annonce une prochaine traduction française, et de bien d'autres encore. Néanmoins, à travers les œuvres de Victor Serge, de Cilia, le livre un peu moins sincère peut-être, mais plus connu, de Kravchenko, et quelques-uns de ses imitateurs, les divers reportages et enquêtes de la presse, dont, on s'en souvient, celui auquel le « Libéraire » ouvrait, il y a peu ses colonnes, le public français pouvait se faire une opinion, pour autant qu'il consentait à ouvrir les yeux, sur « le pays du grand mensonge ».

Mais je ne crois pas que ces témoignages puissent rivaliser, dans l'intensité de l'émotion, avec celle que soulève la lecture du livre de Margarete Neumann, « Déportée en Sibérie ». Il n'y a pas là de théories sur le « Thermidor soviétique », pas de thèses que l'on coud dans un vêtement pour propager les appréciations d'un quelconque opposant

de gauche sur le rythme de l'Histoire, pas de graphiques ou de statistiques, bien qu'ils aient autre part, dans d'autres études, leur raison d'être. Loin de moi, d'ailleurs, l'idée de sous-estimer la grandeur de la lutte, que nous a magistralement brossée Victor Serge, que mènent ces petits bouts de papier noirs d'appréciations politiques et transmis on ne sait comment. Mais nous hypnotiser, sur leur signification, sur leur existence, serait nous représenter le monde concentrationnaire soviétique à l'image des quelques cercles révolutionnaires isolés dans la marée des forçats. Défions-nous de l'artificiel. C'est au vivant, au vécu, au spontané, aux petits problèmes, grands par leur emprise fatale sur l'existence de l'individu qui pense, qui souffre, qui lutte et qui souvent meurt que nous convie Margarete Neumann. Elle nous en soumet une peinture à l'échelle de l'homme, grande de ses hauteurs et petite de ses bassesses.

Pourquoi Margarete est-elle arrêtée ? Parce qu'elle est la compagne de Heinz Neumann, un ancien membre en vue du Komin-tern. Pourquoi Heinz est-il arrêté ? Parce qu'il est politiquement suspect pour avoir préconisé un durcissement de la lutte contre le National-Socialisme : il est « déviationniste ». Heinz disparaît dans les geôles soviétiques, tandis que Margarete accomplira un long séjour en prison et dans le fameux camp de concentration, de Karaganda, où, l'on s'en souvient, sont aussi emprisonnés certains de nos camarades anti-fascistes espagnols qui avaient cru comme Heinz Neumann à l'hospitalité soviétique.

Je passe sur les conditions épouvantables de la vie dans ces camps et ces prisons. Nous connaissons maintenant assez bien, en France, les conditions de vie des camps allemands pour qu'il soit possible de transposer : rien ne ressemble à un camp de concentration comme un autre camp de concentration. Néanmoins, on a l'impression à lire Margarete, de trouver en Russie moins de « sadisme » qu'en Allemagne : des formations analogues aux S.S. qui gardaient les camps allemands n'y existent pas. Simplement, on éprouve le mépris qu'à l'administration envers la vie des convicts

comme un caractère asiatique, lié à la nécessité de peupler des espaces énormes d'une main-d'œuvre plus ou moins éparpillée pour mettre des déserts en exploitation économique. Il est évident que, à voir la question sous cet angle, on saisis la différence avec les « Konzentrationslager », ou, plus encore, les méthodiques « Wernich-tungslager », camps d'anéantissement de l'Allemagne nazie ; mais le résultat demeure : faim, souffrance, mort. En ce qui concerne cette comparaison que nous avons esquissée, il est à regretter que la seconde partie du livre de Margarete, qui traite elle, des camps allemands, ne soit pas encore parue en langue française. Nous l'attendrons avec impatience.

Car Margarete Neumann sera remise par les soins du N.K.V.D. soviétique dans les mains de la Gestapo, en compagnie d'une centaine de révolutionnaires allemands sortis des camps russes pour être livrés aux bourreaux hitlériens. Parmi ces malheureux figurait la compagne de notre regretté camarade anarchiste Mülham. Il n'est rien aussi qui ne ressemble à un Etat qu'un autre Etat, qu'ils se prétendent socialistes ou nationaux : Margarete fit l'expérience de leur complicité ; mais elle ne juge pas ; elle raconte, et c'est ce qui fait la grandeur poignante de son récit.

Lisez ce livre même — ou plutôt surtout — si vous avez des opinions précises sur l'U.R.S.S., qui ne correspondraient pas à priori, à ce que vous savez déjà de ce témoignage. Car il s'en dégage un accent de sincérité tel qu'il est impossible même aux plus « croyants » de le négliger simplement, en lui collant l'étiquette « fabrication anti-soviétique ». Et, au fond, le dernier espoir d'un monde où toutes les forces politiques cherchent à duper leurs poursuivants et les poursuivants des autres, la dernière espérance d'une société enveloppée par la propagande, c'est qu'il puisse demeurer d'impalpables signes auxquels un esprit critique puisse reconnaître la sincérité des hommes qui témoignent.

René MICHEL.
(1) Editions du Seuil - Paris.
La Baconnière - Neuchâtel.
En vente au « Libéraire », 325 francs, franco.

La fille aînée de l'Eglise

EN 1936, l'avènement du Front populaire, présidé par Blum, juif et socialiste, donna de fortes inquiétudes au bas et haut clergé de France et peut-être pourrions-nous retrouver dans les combles de certaine congrégation féminine de Saint-Laurent-sur-Sèvre, quelques-unes de ces centaines de robes claires et à la mode de 1937 qui, sur le conseil de la Révérende Mère Supérieure de ladite congrégation, devaient servir de camouflage à toutes ces dames à cornettes, dans le cas d'une révolution.

Hélas, Blum et ses acolytes socialistes et radicaux, après avoir pris le pouvoir, se hâtèrent de pactiser avec le capitalisme et l'Eglise, en décrétant pour le premier « la trêve » et pour le second (après avoir menacé de lui supprimer l'enseignement confessionnel dans les écoles d'Etat d'Alsace) on lui garantissant le statut-quo.

Le cycle de la trahison du Front populaire était complet : la trêve qui permettait de briser l'élan de la classe ouvrière française, la non-intervention qui isolait le peuple espagnol en lutte contre le fascisme, l'aide de la démocratie de France — le statut-quo pour l'enseignement — qui permettait à l'Eglise de conserver la main-mise sur l'éducation de 1.500.000 enfants.

Le Vatican pouvait se réjouir. Il porte, en effet, une affection particulière à la nation qu'il appelle sa fille aînée et ce pour de multiples raisons : richesse d'abord ; la propriété foncière de l'Eglise en France et dans ses colonies est fabuleuse, par le simple jeu des propriétés immenses, et d'un nombre considérable, que possèdent les plusieurs centaines de congrégations masculines et féminines. Il faut ajouter à cela la richesse des évêchés et archidiocèses. Ensuite, par sa position géographique, la France est la plateforme qui relie Rome à la Belgique et à l'Espagne, les deux pays les plus catholiques d'Europe et où l'Eglise doit y défendre de gros intérêts matériels et moraux ; c'est aussi une porte qui s'ouvre sur les pays germaniques et anglo-saxons, ce qui n'est pas à négliger, sans oublier les vastes colonies françaises qui laissent au Vatican une possibilité énorme de pénétration, source de profits de toutes sortes. N'oublions pas enfin les affaires monétaires de Lourdes et de Lourdes qui, en dehors des profits matériels, sont des miroirs à alouettes pour la propagande internationale.

Mais si 1936 marqua l'époque où l'influence de l'Eglise catholique était la plus basse en France, la guerre et l'occupation lui permirent de raffermir ses positions. Elle ne manqua pas de le faire en jouant un jeu extrêmement habile.

Dès Pétain au pouvoir, l'Eglise s'attaqua à l'école laïque dans son fief : l'Ecole Normale, pépinière d'éducateurs profondément libre-penseurs. En quelques mois, elle démantibula parfaitement ce château-fort de la laïcité, puis fait accorder aux écoles catholiques de larges subventions. Cette offensive n'est pas l'effet du hasard, l'Eglise ne s'est jamais résignée de voir l'Ecole lui échapper et agit toujours pour supprimer tout enseignement autre que le sien. Pie XI le disait clairement dans son encyclique sur l'éducation :

« ...Ce que nous voulons, c'est que « tout l'enseignement soit régi par un « esprit vraiment chrétien, sous la direction et la maternelle vigilance de « l'Eglise, de telle façon que la religion soit le fondement et le couronnement de tout l'enseignement » à « tous les degrés ».

Mais le Sacré Collège ne perd pas son temps, il sait qu'une guerre ne dure pas toujours et que l'après-guerre réserve des surprises, surtout quant à la pérennité des gouvernements. Pour la France, la tâche sera assez simplifiée. Deux généraux se disputent le pouvoir, on jouera sur les deux tableaux. Tous deux sont cléricaux, leurs entourages du Haut commandement militaire sont tout dévoués à l'Eglise, sortant tous de ces hautes écoles militaires françaises qui, par tradition et par d'adroites manœuvres jésuitiques, sont cléricales. Il suffira donc de dépêcher dans l'entourage politique de l'un et de l'autre quelques-unes de ces éminences grises susceptibles de suggérer, prévoir, discul-

ter, marchander, envelopper, finasser, menacer au besoin. Puis, au fur et à mesure que les événements avanceront de Gaulle, lâcher peu à peu Pétain et jouer à fond le jeu du « Sauveur de la France ».

Ainsi, lorsque de Gaulle et son gouvernement rentreront en France, croix de Lorraine en bataille, le dispositif qui permettra à l'Eglise de conserver les conquêtes réalisées sous Pétain sera bien en place. Le clan cléricale sera partout : à la tête du gouvernement, sur les bancs des ministres, dans le personnel diplomatique, dans le haut commandement militaire et aussi à la tête des différents mouvements de résistance, jusques et y compris ce superbe « Front National », filiale du Parti Communiste.

Tant et si bien que la répression de la libération s'abattra sur bien des épauls, mais évitera les Grands de l'Eglise, tels Messieurs Baudrillard, Gerlier, Suhard, grands soutiens de Pétain, de la collaboration, de la L.V.F. et autres amusettes.

Tant et si bien que le journal « La Croix », qui parut pendant toute l'occupation, défendant la politique pétainiste et lavalienne, reparaitra après seulement quelques semaines d'interruption, évitant toutes les lois de confiscations de biens dirigées contre les journaux collaborateurs.

Tant et si bien qu'il fallut dix-huit mois au Gouvernement de la Libération pour supprimer THEORIQUEMENT et sous la pression d'un vaste mouvement en faveur de la laïcité, les subventions accordées par Pétain aux écoles catholiques.

Aujourd'hui encore, l'Eglise mise sur deux tableaux : l'un le parti cléricale M.R.P. et les syndicats chrétiens qui flirtent avec la République, l'autre le parti cléricale R.P.F. (malgré ses quelques enfants terribles), qui est la dictature paternaliste à la manière de Franco.

Par son double jeu constant, l'Eglise possède actuellement en France une position fortifiée : elle contrôle une bonne partie de la presse, du cinéma, de la radio, prend une place de plus en plus grande dans le gouvernement et ainsi peut installer dans tous les rouages de l'Etat ses hommes de mains, et surveille la grande majorité du haut personnel militaire. Elle s'insinue dans la classe ouvrière au moyen de ses syndicats, de ses équipes sociales, du Mouvement Populaire des Familles, des caisses de Sécurité Sociale. Elle se sent si bien soutenue qu'elle ose se battre, elle la prudence même, et va jusqu'à employer l'action directe dans le cas, par exemple, de la nationalisation des écoles catholiques des bouillottes. Plus encore, la paix est à l'ordre du jour, alors l'abbé Boullet parlera au nom de certains partisans de la paix et l'abbé Pierre parlera au nom d'un gouvernement mondial d'obédience chrétienne, Mgr l'évêque d'Aix, lui, fera partie d'un comité d'honneur d'un congrès de fédéralistes où l'on invitera Marcelle Capy à parler au public.

Voilà ou nous en sommes, il suffit à présent d'un petit coup de pouce sur le plan politique pour qu'en France l'Eglise retrouve, à l'exemple de l'Espagne, sa toute-puissance du XVI^e et XVII^e siècles.

Mais il suffit aussi que les penseurs libres agissent pour que l'échafaudage des combinaisons jésuitiques s'écroule ensevelissant sous ses décombres la monstrueuse et criminelle Eglise catholique, apostolique et romaine.

A. ARRU.

LIRE ET S'INSTRUIRE

Cette semaine vous pourrez lire...

A. PRUDHOMMEAUX Catalogue libertaire 1936-1937	55
Paul LAPEYRE : Révolution et contre-révolution en Espagne	40
C.A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité	150
E. BERTH : Guerre des Etats et guerre des classes	230
Victor SERGE : Le nouvel impérialisme russe	50
A. KESTLER : Le Zéro et l'infini	230
Le Yogi et le commissaire	270
M. CEYRAT La Trahison permanente	180
S. FAURE : Sacco et Vanzetti	15
Berthe FOUGERE La Vie héroïque de Rosa Luxembourg	50
G. GEROUX : Compères	310
G. de CETREMOY : Religion et sexualisme	130
Abbé Jules CLARAZ : La faillite des religions	155
Jeanne HUMBERT : Sous la Cagoule	80
Han RYNER : Face au public	230
SAINT-BEUVE : Vie de Proudhon	210
G. OLIVAN : Le Romanisme de la liberté	105
Arnold DOBEL : Moïse ou Darwin	90
Han RYNER : Songes perdus	150
La soutane et le veston	150
Gaston LEVAL L'Anarchisme et l'abondancisme	30
Max STIRNER : L'Unique et sa propriété	355
S. FAURE : La fausse rédemption	20
— Le Dieu que je nie et combats	9
Marcel MARTINET : Culture prolétarienne	230
Revue « Le Crapouillot », histoire de la guerre 1939-1945, Tome I : 295 fr. ; Tome II : 295 fr. ; Tome III : 295 fr. ; Tome IV : 345	

DEMANDEZ-NOUS NOTRE CATALOGUE LIBRAIRIE
(Envoi gratuit)

P. J. PROUDHON
UNE SEULE COLLECTION de ses ŒUVRES (15 VOLUMES NEUFS)
Franco recommandé 8.300 fr.

Prière d'ajouter 40 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas des pertes postales, si le colis n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à JOULIN Robert, 145 quai de Valmy, Paris-X^e, C.G.P., 5561-76.

D. EUBER

De Lénine à Mao Tsé Tung un seul bolchevisme

L'OPINION publique ou ce qu'il est convenu d'appeler ainsi, tend son attention vers les bruits qui viennent de l'innocence et lointaine Chine. C'est qu'il ne s'agit plus seulement de règlements de comptes entre seigneurs de la guerre inclinant à leurs intrigues le poids de leurs troupes mercenaires, mais aussi du lent éveil de centaines de millions de paysans chinois exploités, humiliés, pillés, écrasés, opprimés depuis des siècles et qui aujourd'hui commencent à relever la tête et à tendre les mains vers les terres, propriétés des grands féodaux ; c'est aussi le lent éveil et l'agitation du prolétariat industriel encore peu nombreux. C'est également l'inquiétude des grands bourgeois et capitalistes chinois devant l'incapacité des exactions, les prévarications et l'insolence de leurs alliés et soutiens les militaires et les fonctionnaires.

Et c'est aussi les intrigues des grandes puissances et des grandes forces économiques et financières internationales qui cherchent à exploiter les événements à leur profit.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'aspect « politique international » de la guerre de Chine.

Mais la récente proclamation diffusée à la radio de Pékin : déclaration commune en huit points de Mao Tsé Tung président du comité révolutionnaire du peuple chinois et du général Tchou Teh commandant en chef de l'armée populaire de Chine, appelle quelques réflexions :

Le point 3 annexe la confiscation par le gouvernement populaire des entreprises dirigées par le Kuomintang et la grande bureaucratie mais ajoute :

« Les personnes privées détenant les actions dans ces entreprises ne seront pas dépossédées et leur bonne foi est prouvée ».

Le point 5 précise que « les fonctionnaires du Kuomintang doivent demeurer à leur poste. Le gouvernement populaire continuera à les employer s'ils ne se sont pas rendus coupables... ».

Le point 7 précise la politique agraire : « Elimination progressive du système agraire féodal, redistribution ultérieure des terres, intensification de la production, accroissement du standard de vie des paysans ».

Ces propositions caractérisent nettement l'idée directrice du P.C. Chinois ; que Mao Tsé Tung agit à son compte ou

qu'il soit seulement l'exécutant du Kremlin il reste en tous cas fidèle aux conceptions traditionnelles du bolchevisme.

Dans son numéro du 27 avril, « Combat » commente en ces termes la politique de Mao Tsé Tung cherchant à s'entendre avec les modérés du clan nationaliste :

« Attitude parfaitement raisonnable. Elle signifie, tout d'abord, que Mao ne se sent nullement capable d'administrer à lui seul la Chine entière. Mais elle prouve, ensuite, que le chef du communisme chinois ne perd pas de vue les incidences internationales de ses succès... »

Si Mao était vraiment un révolutionnaire, il ne se soucierait pas de maintenir en place les fonctionnaires de l'ancien régime et il laisserait les paysans régler eux-mêmes la question agraire. Mais il est évident que son but essentiel est simplement comme celui de Lénine et du parti bolchevik russe en 1917, la prise du pouvoir ; si cette prise du pouvoir n'est actuellement pas possible seul, on peut la réaliser en commun avec des alliés provisoires (quitte à les liquider ultérieurement, comme Lénine et Trotsky liquideront leurs alliés S.R. de gauche).

Un développement trop rapide de la débâcle nationaliste, une volatilité complète de l'appareil bureaucratique nationaliste laisserait pour quelque temps d'immenses territoires sans gouvernements, où les populations seraient obligées par les circonstances mêmes de faire face elles-mêmes à de nombreux problèmes sociaux, économiques et organisationnels, et en particulier de régler le problème agraire sans attendre l'aide tutélaire de l'Etat. De telles expériences risqueraient fort, en montrant l'inutilité de l'intervention étatique, d'être aussi néfastes au nouveau pouvoir qu'à l'ancien ; aussi comprend-on que Mao Tsé Tung tienne à assurer la continuité de l'autorité afin que le passage du pouvoir se fasse « dans l'ordre et la discipline ». Certains, abusés par l'équivoque régnant dans les esprits sur la révolution russe, voudront voir là une déviation de la ligne des vieux bolcheviks de 1917.

En effet, en Russie, lors de la révolution, les bolcheviks ont repris les mots d'ordre révolutionnaires des anarchistes poussant à la prise de possession des terres et surtout des usines.

Ils les ont repris en les adaptant parce que les masses les avaient déjà adaptées parce qu'ils voulaient capter et garder la confiance des masses. Ils devaient, temporairement du moins, suivre le mouvement parce que, à cette époque, le parti bolchevik ne disposait pas encore d'une armée régulière et d'une police parce que, pour être en mesure de poser, avec chances de succès, sa candidature à la succession des Tsars, il désirait d'abord se servir du peuple comme d'un marchepied. Et ce fut la grande force de Lénine de voir cette nécessité et d'imposer à son parti une politique d'allure révolutionnaire semblant se laisser entraîner par le courant afin de mieux le canaliser, ainsi que le rappelle opportunément Ciglia :

« Après la révolution d'octobre, Lénine ne voulait pas l'expropriation des capitalistes, mais seulement le « contrôle ouvrier ».

Et c'est seulement lorsque l'expropriation des capitalistes eût été effectuée de facto par les masses ouvrières, que le gouvernement soviétique le reconnut, de jure en publiant le décret sur la nationalisation de l'industrie. »

C'est dès le début de leur montée au pouvoir, alors que leur autorité ne s'étendait encore que sur une faible partie de l'Empire Russe, que les dirigeants bolcheviks commencèrent à intégrer dans le nouvel appareil gouvernemental : fonctionnaires, policiers et officiers tsaristes.

Les exemples de Kronstadt et de l'Ukraine makhnoviste montrent surabondamment que le pouvoir bolchevik ne voulait jamais admettre les formes sociales autonomes créées dans la lutte par le peuple, mais chercha partout à rétablir l'autorité centrale.

En Ukraine, le bloc bolchevik S.R. de gauche s'est entendu un certain temps avec la Rada Centrale Ukrainienne ; cette entente s'est d'ailleurs rapidement brisée, mais elle n'en constitue pas moins un indice primordial.

Il est caractéristique que, dès le moment où les bolcheviks disposèrent d'un pouvoir organisé et solidement appuyé par des forces armées régulières, leur attitude révolutionnaire se modifia sensiblement. Il fut, dans les faits du moins, de moins en moins question d'action révolutionnaire effective par le peuple lui-même, que l'armée pour

soutenir et développer le nouveau pouvoir bolchevik. Le rôle des partisans révolutionnaires tendit à être réduit à la lutte militaire contre les troupes blanches afin de permettre à l'armée rouge de venir partout placer les nouvelles autorités à la place des anciennes. Il fallait le moins possible laisser s'instituer trop longtemps un interrègne sans autorité gouvernementale.

Les difficultés que connurent ensuite les dictateurs du Kremlin pour liquider les derniers vestiges de la période insurrectionnelle, de l'époque où ils n'étaient pas encore assez puissants pour occuper immédiatement la place laissée libre par la décomposition de leurs prédécesseurs, montre assez le danger mortel pour des aspirants dictateurs à laisser la bride sur le cou aux masses en révolte.

Cette expérience n'a pas été perdue et le bolchevisme subissant une évolution logique et rationnelle est resté fidèle à ses bases primordiales : l'esprit d'autorité, l'opportunisme, le démagogie verbale couvrant de jésuitiques manœuvres et surtout mépris des masses et dédiance envers leurs initiatives. Comme Staline, Mao Tsé Tung est le digne continuateur de Lénine.

Deux voies s'offraient aux communistes chinois : partout, détruire le pouvoir nationaliste et chasser ses fonctionnaires, partout, appeler les paysans à s'emparer des terres et à créer leurs propres organes sociaux, tout en faisant une intense propagande pour éviter que la propriété privée succède à la propriété féodale, partout achever la désagrégation des conservateurs et appeler les masses à la révolte en leur envoyant des armes et des militants désintéressés ne cherchant pas à leur imposer leur façon de voir. Ou bien canaliser le mouvement révolutionnaire, engager des tractations avec les tenants de l'ancien régime et préparer les assises d'une nouvelle oppression plus solide, mieux organisée et plus stable que l'ancienne, en un mot trahir la révolution.

Vers cette deuxième voie que s'orienta Mao. En vérité, il y a longtemps qu'il a choisi. Son choix était fait, à son insu exact peut-être, depuis le jour où tournant le dos à l'idée Kropotkine, il a embrassé les concepts et les méthodes de Lénine.

Les Cadres, complices du patronat

LES messieurs de la Confédération Générale des Cadres viennent de tenir congrès. Et nous apprenons qu'ils s'élèvent contre toute compression de la hiérarchie et exigent son élargissement.

C'est M. Ducros, président et porte-parole de cet organisme, qui commente les décisions du congrès. M. Ducros est profondément convaincu de la suprématie des Cadres, et nous informe d'un durcissement à l'égard des patrons qui, décidément, ne veulent pas comprendre que les Cadres sont ses meilleurs auxiliaires, ses meilleurs défenseurs ! Allant plus loin, la C.G.C. exige l'établissement d'un régime spécial de la Sécurité Sociale et l'extension des régimes complémentaires des retraites.

Ce qui laisse supposer qu'un ingénieur ou un contremaître a un estomac plus délicat qu'un manoeuvre, des besoins plus nombreux et aussi que l'escalade de l'échelle hiérarchique provoque de curieuses transformations physiologiques.

A ces profiteurs nouveau genre, à ces pédants, à ces complices de l'oppression étatique et patronale, opposons notre action révolutionnaire, exigeons l'écrasement de la hiérarchie.

Un « Cadre » n'est bien souvent qu'un garde-chiourme, et ceux que leurs connaissances rendent indispensables deviennent totalement inutiles dès l'instant que les simples manoeuvres refusent de travailler.

Aucun raisonnement rationnel ne s'est encore formulé pour démontrer la supériorité de quelques-uns. Les plus brillants esprits, isolés, deviennent aussi vains que diamants au milieu du désert.

Il n'y a pas d'êtres supérieurs. Il n'y a que des complices de privilégiés et d'exploiteurs.

DUPRE.

A LA S.N.C.A.N.

Pacifisme guerrier stalinien

VOICI un nouvel exemple de la bonne foi des staliniens. Après leur bruyante manifestation mondiale en faveur de la paix, ils ne pouvaient en rester là. Certes, nous savions déjà à quoi nous en tenir sur la sincérité de leurs convictions pacifistes et de leurs fructueuses précisions nous sont données sur ce chapitre par Raymond Guyot dans un article de l'« Humanité », numéro du samedi 21 mai, au plaidoyer de la cinquième page sous la fameuse rubrique : « La Doctrine et l'Histoire » avec comme sous-titre : « Le Travail parmi les jeunes ».

Nous pourrions le citer entièrement. Faute de place, contentons-nous de ce passage :

« ... En précisant cette position sur la question des fabrications de guerre, Maurice Thorez rappelait, le 6 février 1949, la position leniniste : « Il ne s'agit pas de formuler des réponses anarchisantes. Pas plus que nous n'avons jamais dit aux conscrits qu'il ne fallait pas aller à la caserne, pas plus que nous n'avons jamais dit aux soldats de ne pas partir, même pour une guerre réactionnaire (1), pas plus nous ne disons aux ouvriers de cesser individuellement la fabrication des armes. Il faut mener la lutte politique. C'est une bataille de masse. »

Voilà, il suffira aux ouvriers de manifester leur réprobation contre la guerre en des cortèges compacts et puis ils retourneront à l'atelier ou à l'usine fabriquer des engins destinés à alimenter l'impérialisme (même une guerre réactionnaire).

Mais à force de voir dénoncer dans l'Humanité la « sale guerre contre le Viet-Nam, quelques bons bougres, travaillant à la S.N.C.A.N., crurent pouvoir agir de leur propre mouvement en se refusant à construire des avions à réaction destinés aux massacres. Ils crurent, ces naïfs, que c'était même le seul moyen efficace, pour faire cesser une guerre, de refuser de lui fournir les meilleurs instruments. Ils crurent... bien sûr, ces pauvres ignares, dans leur inexpérience de la doctrine marxiste-léniniste, et tombèrent, sans le savoir, les malheureux, dans la pire des hérésies : l'hérésie anarchisante.

Dès le lundi 23 mai, une bonne partie de la presse et, notamment, « Combat », annonçait que des manifestations s'étaient produites à la Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Nord contre la décision de procéder au licenciement de 258 membres du personnel de l'usine d'Issy-les-Moulineaux, en indiquant que cette (sanction) aurait été prise à l'égard des ouvriers et employés

qui, le mercredi d'avant, avaient décidé de s'opposer aux essais de deux prototypes à réaction, voulant par là protester contre leur destination militaire.

Mais l'Humanité du même jour présentait la chose d'une façon différente, intitulait son papier par : « A Issy-les-Moulineaux, la lutte s'organise pour faire échec au plan Ramadier » se gardant de mentionner la noble attitude des camarades licenciés.

Le lendemain, mardi, la presse nous apprenait que les licenciements ne se bornaient pas aux 258 réfractaires de la veille, mais affectaient tout le personnel de l'usine évalué à 1.500 ouvriers. Cette fois, l'Humanité daignait bien reconnaître que ces camarades voulaient travailler pour la paix et demandaient la reconversion des usines aéronautiques, mais elle s'efforçait de minimiser ce geste, pourtant d'une portée considérable, le laissant à peine transparaître dans un flot d'autres considérations à leurs yeux bien plus importantes sans doute.

Et la C.G.T., qui occupe une très large tribune dans ce journal, n'a pas dit ouï. Pour une fois que des travailleurs s'élevaient au-dessus de la question du bifteck et se décidaient à entreprendre une action pacifiste sérieuse, leur généreuse voix n'a rencontré aucun écho dans cette prétendue grande famille qu'est la C.G.T. Certes, on ne les a pas désavoués publiquement, quoique, nous en sommes certains, des militants (maladroits) se soient fait ramoner quelque chose par les copains de leur cellule. Mais leur magnifique élan va tomber à plat, car, d'ores et déjà, ils ne font plus figure que de lockoutés comme les autres. Or, nous pensons que, si tous les travailleurs avaient été tenus au courant de ces faits, ils leur auraient manifesté immédiatement leur sympathie agissante. Mais cela aurait pu avoir des conséquences graves, comme de troubler la digestion de certains permanents, attirer des ennus aux militants responsables, etc. Et puis, aux yeux de tous les staliniens, ces lockoutés ayant tenté de mettre à sécher leur linge sur une ligne autre que la ligne marxiste-léniniste ne pouvait rien moins que de les laisser tomber.

TRENCOSER.

(1) Souligné par nous.

Protestation d'Anciens Combattants Alsaciens

Tous les anciens combattants ne sont pas des chauvins. A la suite de l'information que nous avons publiée concernant le scandale du Salon des Indépendants où le tableau pacifiste de Galéani fut retiré et où les dirigeants de l'Association des Peintres ne brillèrent pas, nous nous sommes permis de vous exprimer notre sincère admiration pour la leçon de combativité pacifiste que vous avez bien voulu donner, malgré votre grand âge, aux travailleurs du pincau de la jeune génération.

Quand on voit les nombreux « jeun-foutres » anciens combattants défilier à tout propos derrière les symboles de tueries, « ranimer » la flamme, participer aux manifestations chauvines qui conduisent les fauteurs de guerre de tous les partis, il est réconfortant de trouver une association d'anciens combattants résolument avec nous pour la vraie lutte contre la guerre sous toutes ses formes. Espérons que les autres en prendront de la graine.

Jean-CLAIR.

S. I. A.

SECTION DE LA ROCHELLE
organise une excursion à l'île de Ré, pour la date du 5 juin 1949. Tous les membres et sympathisants y sont invités.
Rendez-vous pour le départ au bague à 7 heures, pour y prendre le billet collectif.

Le Secrétaire.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

DANS LES PRODUITS CHIMIQUES Les minorités syndicalistes révolutionnaires s'organisent

LES 21 et 22 mai 1949, s'est donc tenu le Congrès du Syndicat général ouvrier (1) des Industries chimiques de la Région parisienne, à la Grange-aux-Belles. Il n'a pas donné tout à fait ce qu'en espérait la C.G.T., puis-que, pour la première fois dans l'histoire — récente — de cette Fédération d'Industrie, il n'y a pas eu d'unanimité. Certes, les rapports présentés ont passé haut la main parce que les sections avaient été travaillées comme elles ont l'habitude de l'être avant un Congrès par

les hommes à tout faire du parti stalinien. Et malgré cela, malgré les mandats impératifs donnés — on ne sait trop comment — par la base (1) aux délégués (11) une minorité s'est dégagée.

A chaque rapport de secrétariat, un contre-rapport, sous forme de résolution, succédait. Et c'est le camarade Gran, membre du Cartel, délégué de la S.O.P.A. L.U.N.A. de Chelles qui le présentait. Aux bla-bla-bla confédéraux et stalinien, n'engageant aucunement l'avenir, ne présentant rien de positif pour l'action à mener, se substituaient tout le programme entier du Cartel tant sur le plan intérieur qu'extérieur : indemnité uniforme de 7.000 francs ; échelle mobile, liberté des salaires, abolition des zones, abolition du travail au rendement, COMPRESSION MASSIVE DE LA HIÉRARCHIE et paix au Viet-Nam par le retrait du corps expéditionnaire et le boycott par les organisations syndicales, des envois d'armes.

Ce programme ne plut guère aux bonzes qui déléguèrent tout spécialement au moment des votes le sieur Bas-salair, secrétaire général adjoint, pour réfuter les thèses de notre camarade syndicaliste révolutionnaire.

Et ceci permit aux congressistes d'entendre un certain nombre d'énormités qui feront réfléchir, nous l'espérons, les camarades de la base.

Alors que le boycott des envois d'armes et le retrait du corps expéditionnaire sont les seules méthodes pratiques sérieuses pour arrêter la tuerie « glorieuse » en Indochine, le Bureau proposa des négociations avec Ho Chi Minh. Ce qui entraîne obligatoirement un vote paritaire et une détermination gouvernementale. LA C.G.T. SAIT TRÈS BIEN QUE CE VOTE NE SERA PAS ACQUIS, mais elle se refuse à faire agir ses syndiqués pour une cause qui en vaillait la peine. Une fois de plus, elle montre ce qu'elle est :

une entreprise de trahison permanente des intérêts ouvriers.

Le bouquet n'était pas encore tiré. Il le fut lors de la discussion sur la hiérarchie. Voici ce que Bassalair répondit à la motion de Gran : « Lorsqu'un ouvrier, un manoeuvre, quitte son travail, son seul plaisir est de se taper un coup de rouge au bistro du coin (sic), alors que l'ingénieur a le désir de se cultiver, de toujours apprendre et, pour cela, il lui faut des livres et comme moi, camarades, vous savez que les livres coûtent cher ».

D'où nécessité d'une « différence de paie entre le manoeuvre et l'ingénieur ». Il y eut un « froid » et des « mouvements divers » dans la salle à cette curieuse défense de la hiérarchie...

Dernière proposition de Gran — et qui n'était pas accessoire : « Eviction du syndicat des policiers de la C.G.T. ». L'accueil fut chaleureux mais le moujik de service répondit : « que les policiers étant des travailleurs comme les autres, il n'y avait pas de raison pour les évincer des organisations syndicales ». Nous sommes persuadés que les ouvriers de Bergougnan présents ont apprécié la mise au point du bureau fédéral.

Lors du vote de la motion officielle finale : cinq sections votèrent contre et il y eut une abstention. Ce résultat peut sembler minime. Il n'en est rien, car six voix contre représentent pas mal de syndiqués. Et surtout, depuis longtemps, comme nous le disions au début de ce bref compte rendu, on n'avait vu d'opposition se manifester aux ukases des bonzes.

La chaleur des applaudissements soutenant les interventions de Gran montait qu'il y a beaucoup à faire dans les Produits chimiques. Les contacts sont pris et c'est l'essentiel. Bravo, la minorité !

NORMANDY.

Le déficit de la S.M.C.F.

Et si les députés payaient leur place ?

On apprend qu'un certain Robert Schmid (ou Schmidt?), député, veut interpellier le ministre des Transports, sur les facilités de circulation « abusives », accordées aux cheminots.

Nous est avis que ce monsieur payé par les électeurs, pour lesquels, certainement, des cheminots, feraient bien de ne pas trop se trouver sur leur chemin.

Ce Robert Schmid (ou Schmidt ?) semble oublier fort opportunément qu'en sa qualité de député, il voyage gratis en première classe, sur toutes les régions S.N.C.F. moyennant le simple versement annuel de la somme de 12.800 francs. Il y a beaucoup de prolos qui voudraient bien pouvoir voyager toute l'année en première classe pour 12.800 francs. M. le député Schmid circule également gratis sur le Métropolitain. M. Schmid, député à « droit » à deux cent cinquante communications téléphoniques gratuites par mois, sur Paris et Versailles, contre le seul paiement de l'abonnement ordinaire au tarif de Paris. Ce n'est pas seulement nous qui le disons. C'est aussi « Le Monde » qui doit lire M. Schmid — du 18 février 1949.

Il nous semble bien, pourtant, qu'avec son million deux cent mille francs par an, plus les pots de vin, ce charmant bonhomme pourrait payer sa place en chemin de fer et dans le métro. Ce n'est d'ailleurs pas suffisant. Ces messieurs ont « droit » — encore — à la location gratuite. Et en priorité. Ce qui leur permet de ne pas faire la queue et de passer devant le nez des couillons de payants, qui se lèvent à cinq heures du matin, pour courir à l'assaut d'une place assise en troisième classe, qu'ils ne sont d'ailleurs jamais sûrs d'avoir.

Ce brave homme de député Schmid a perdu une belle occasion de se taire. On ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu !...

Fernand ROBERT.

P. S. — Ajoutons que les députés réclament maintenant des permis en première classe, pour leur femme. Craignons que les députés ne fassent grève, si le gouvernement ne leur accorde pas satisfaction.

Le Cartel d'Unité Syndicaliste :

Un mort qui se porte bien

DANS un curieux article paru dans la Révolution prolétarienne de mai 1949, Pierre Monatte, parmi beaucoup de choses, déclare : « J'œuvre à l'indiqué — lors de la Conférence des 20 et 21 novembre 1948 — le péril qui menace aujourd'hui le syndicalisme : les ouvriers n'attendent plus grand-chose de lui ; ils passent à côté ; demain, ils le dépasseront. Si les syndicalistes révolutionnaires tardent à se ressaisir et à s'unir, ils seront rayés comme force révolutionnaire effective ou latente. Cela me paraît, dans l'ensemble, très juste. Mais comment y remédier ? Le remède proposé est inopérant. Le Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste a été une tentative de plus pour rassembler, mais elle n'a pas réussi. Du moment où le C.N.T. n'attirait pas à lui dès le début les signataires de la déclaration d'Angers, son départ était raté. L'espérance de bâtir demain sur une Fédération du Livre ayant proclamé son autonomie n'est pas moins fragile. En somme, le Cartel est un lien entre une partie de la C.G.T. et la C.N.T. La minorité de la C.G.T. ne peut y être représentée, puisqu'elle est éparpillée et sans le moindre lien. Lambert ni Boucher ne se font pas d'illusions, j'espère. Quant à la minorité de F.O., elle n'est pas moins absente du Cartel. Ainsi donc, échec du Cartel aux yeux de la C.N.T. Entièrement de première classe avec coup de chapeau aux courageux qui avaient osé... »

Le Cartel n'a certes pas pu attirer dès son départ les 8 « fameux » signataires d'Angers, bien que ceux-ci fussent invités à la Conférence des 20 et 21 novembre 1948 qui vit la création du Cartel. Faut-il autant plus regrettable que rien, nous disons bien rien, ne sépare syndicalement celui-ci de ceux-là. Rien, hormis une certaine mafia que nous dénonçons en cas d'échec REEL, comme nous l'avons promis il y a quelque temps déjà dans Le Libertaire. Que Monatte se rappelle d'un article de Joux adressé aux « boudeurs » et de la réponse faite à celui-ci par Perier. Au moins nous, mettons nous les pieds dans le plat : les responsables des U.D. de l'Ouest, « minoritaires », le disent-ils eux aussi atteints par la « fauteuilite » ?

Certes, dans l'état actuel des choses, le Cartel est SURTOUT un pont jeté entre les autonomes et la C.N.T. MAIS IL N'EST PAS QUE CELA. Il est faux de dire, Monatte, que les signataires de la déclaration d'Angers, par des individualités sans lien entre elles. Certes, ce n'est pas ce que nous espérons mais c'est tout de même un résultat que d'avoir fait entendre la voix du syndicalisme révolutionnaire dans la Fédération du Livre, réformiste par excellence, dans la Fédération des Produits chimiques, stalinienne à 1.000 pour 1, et dans la Fédération des Métaux dont tout le monde connaît bien l'orientation actuelle.

Pour la première fois depuis longtemps, un programme revendicatif précis et révolutionnaire — celui du Cartel — sera présenté dans un congrès du Livre, rom-

pant ainsi avec le confusionnisme où s'embourbe les fédérés.

Pour la première fois depuis longtemps, on ose braver la sacro-sainte direction stalinienne lors d'un congrès des produits chimiques, et c'est Gran, du Cartel, qui au nom de sa section, présente lui aussi un programme minimum d'action revendicatif et précis.

Pour la première fois depuis longtemps, les bonzes de la « grande » Fédération des Métaux C.G.T., — celle des Frachon et Croizat — doivent s'incliner devant les remous provoqués par un programme constructif, révolutionnaire, dans toutes les usines où agissent les gars du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste des métaux. Même sans les Unions de l'Ouest.

Pour la première fois depuis longtemps enfin, les fonctionnaires se sont vu offrir un canevas solide pour entamer leur lutte revendicative. Et ce programme ne vient ni de la C.G.T., ni de F.O., mais du Cartel d'Unité d'Action Syndicaliste des fonctionnaires.

La minorité F.O. est absente du Cartel ? Je n'apprendrai rien à Monatte en lui disant que, dans la C.G.T.-Wall Street, cristalliser une minorité est beaucoup plus dur que dans la C.G.T. Komintern, car on peut tout y dire. Sans pour cela que la « ligne » des bonzes en soit changée d'un iota. Néanmoins, des camarades œuvrent dans les P.T.T. au regroupement des syndicalistes révolutionnaires et au 2^e Congrès de l'U.D. (région parisienne) de F.O. La voix du Cartel s'est faite entendre. Et Hagmann — de Révolution prolétarienne (1) — doit

s'en souvenir, puisqu'il y assistait non en tant que réformiste, bon teint.

Je ne conteste pas l'éparpillement des minorités cégétistes et F.O., ni les difficultés de liaison, mais ces minorités existent, se manifestent, suivent les mots d'ordre du Cartel. Et des mots d'ordre révolutionnaires. D'autre part, n'est-ce pas mal venu, Monatte, de dire ou faire dire que rien ne va dans le syndicalisme, même au Cartel, alors que nous attendons encore un encouragement de toi, moral et matériel, une délégation OFFICIELLE de la R.P. au Cartel, le programme minimum d'action du Cartel est révolutionnaire ; les membres de son bureau actuel sont tous des révolutionnaires, et nous avons tout lieu de croire qu'il n'en est pas de même au Noyau de la Révolution prolétarienne.

Mort le Cartel ? Des fédérations d'industrie, des sections d'entreprise ou de fédération, des groupes ou des individualités minoritaires au sein de grandes organisations, se battent et progressent avec l'espoir que le Cartel actuel les aidera à sortir de l'ornière. Allons, le mort ne se porte pas trop mal, car un regroupement n'a de valeur que s'il suscite une action. Le Cartel national n'aurait-il fait que de provoquer le rassemblement des fonctionnaires et des métallurgistes, et de présenter un programme de revendications qui, se tient et brise avec le confusionnisme, aurait déjà bien travaillé pour le mouvement ouvrier.

J. BOUCHER.

La police partout !

« Une importante conférence internationale des Polices européennes vient d'avoir lieu à Rome avec la participation de délégués de Scotland Yard, de la Police parisienne, de celles de la Suède, de la Belgique, de la Suisse, etc. Le but en était d'intensifier la coopération policière dans tous les domaines, judiciaires et autres, y compris la lutte contre les tendances de subversion sociale. On croit qu'avant peu les U.S.A., la plupart des républiques sud-américaines et l'Allemagne occidentale se joindront à cette organisation portant, en abrégé, la dénomination d'Interpol. » (Svenska Dagbladet - 14.5.)

Pendant ce temps, les grévistes du Métro à Berlin, ayant posé le problème du mark occidental se font massacrer par la police russe à la grande joie de l'Humanité qui injurie et appelle au meurtre la police soviétique et les jaunes du S.E.D. (parti communiste allemand) contre des travailleurs en grève, sous le prétexte que le mouvement est dirigé contre les ukases de l'Armée rouge.

D'une part donc, action concertée contre la « subversion » — anarchistes et communistes confondus comme il se

doit — d'autre part, le massacre des réfractaires à un ordre concentrationnaire établi ou que l'on voudrait établir.

Images d'un monde où les antagonismes politiques priment la « chose » sociale et la liberté.

Le Cartel Interfédéral des Syndicats (F.O.) fait connaître par voie de presse que la grève prévue pour le 1^{er} juin est rapportée. Ce communiqué était inutile, personne n'y ayant jamais cru.

C.N.T.

Le « Combat Syndicaliste »

Le N° 14 (mois de juin) est paru. Abonnés : 12 numéros = 110 francs. G.O.P. Robert Jouin, 75, rue du Poteau, Paris (18^e). C.C.F. 528-21 Paris.

Grève au barrage de Castelmoron

3^e U. R.

Depuis une semaine, 700 ouvriers du barrage sont en grève. La C.N.T. est à la pointe du combat et ses militants font partie du Comité de grève. Nous faisons un appel pressant à la solidarité. Unions régionales, Unions locales et Syndicats, envoyez tous les fonds à Laurent Lapeyre, 44, rue Fusterie, Bordeaux.

Indiquez au dos du mandat : Solidarité pour nos camarades du barrage de Castelmoron.

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant, 19, r. du Croissant, Paris-2.